

Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Date de la contribution : 03/09/2020

Question 2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Favorable

Commentaire :

Dans le cas d'un I/V supérieur au seuil réglementaire et d'une réalisation d'un rebours nécessaire, la CRE prévoit dans ses modalités d'application que l'étude préalable à la construction d'un rebours (fixé à 200 000€) puisse être financée par des tiers. De plus il est précisé que la CRE n'approuve le lancement de l'étude préalable de rebours qu'à condition d'un engagement de financement par les porteurs ou des tiers. Ces modalités d'application semblent incompatibles avec le règlement financier d'une collectivité territoriale. D'une part, il serait nécessaire de spécifier ce que la CRE entend par « engagement de financement par les porteurs de projets ou des tiers ». Au sens de la collectivité territoriale, l'engagement financier équivaut au vote par les élus régionaux d'une aide. Ou bien cela peut être un engagement de principe par un courrier d'une décision non délibérée par les élus ? D'autre part, d'après le règlement financier d'une collectivité territoriale, le mandatement d'une aide ne peut se faire qu'à service fait. Or la CRE demande au tiers financeur de s'acquitter du montant total de l'étude du rebours auprès du gestionnaire de réseau avant la réalisation de l'étude.

Concernant l'engagement d'un tiers au financement des renforcements, le CRE ne précise pas les modalités qui relieraient le tiers au gestionnaire de réseau ni les principes de répartition de la participation du tiers financement entre les projets d'une même zone ou entre les gestionnaires de réseaux de distribution et de transport. Dans le cas d'un I/V amélioré par le raccordement de projet(s) sur une zone de raccordement ayant initialement un I/V supérieur au seuil réglementaire, selon quelle côte part est remboursée au tiers financeur le trop-perçu par les gestionnaires de réseau ?

Il serait nécessaire de revoir ces modalités d'application afin de permettre à toute collectivité qui le souhaite de contribuer au tiers financement d'une étude de rebours. La Région et ses partenaires régionaux de la Charte méthanisation Ambitions Biogaz 2023 se mettent à disposition de services de la CRE pour se servir de ce cas d'usage afin de préciser les modalités d'application appropriées.

Dans le cas d'un I/V amélioré par une dynamique de projet favorable, le montant de participation par des tiers à la réalisation de l'investissement peut baisser ou devenir nul. Dans ce cas, pourquoi est-il nécessaire d'engager des tiers-financeurs avant la réalisation de l'étude alors que ce montant peut être remboursé par le gestionnaire lorsque le I/V atteint le seuil réglementaire ? Cette application alourdit et complexifie la première étape d'étude du rebours et ralentit considérablement la dynamique de développement des projets. Il serait intéressant de réfléchir à un système proposant un critère I/V qui s'améliore au fur et à mesure de l'avancement et de la mise en service des projets (donc de la saturation de la zone) afin de donner de la visibilité aux tiers financeurs. Ce système de redéfinition d'un I/V permettrait aussi de raccorder les projets qui ne nécessitent pas de participations de tiers (projet ne nécessitant pas la création d'un rebours ni de maillage conséquent impactant négativement le I/V par exemple) mais qui pourtant ne sont pas autorisés à être raccordés tant que le financement par des tiers n'est pas engagé et garanti. Le même financement qui pourrait être remboursé aux tiers financeurs dans le cas d'un I/V amélioré.

Par ailleurs la Région s'interroge sur la non prise en compte dans le calcul du I/V des sites en service qui concourent bien à la saturation d'une zone. Il serait judicieux de repenser ce principe de calcul en incluant les sites en service.

Question 3 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Favorable

Commentaire :

Au regard du temps de développement des projets de méthanisation et des différentes démarches administratives et financières auxquelles sont soumis les porteurs de projet, la proposition de la CRE de valider semestriellement les renforcements nécessaires ne semble pas en adéquation avec la réalité terrain. Il serait pertinent d'envisager pour les ouvrages (autre que les rebours) d'augmenter la fréquence de délibération de la CRE par exemple en définissant une validation mensuelle. Ce qui serait également plus en adéquation avec les délais d'instruction de la Région dans le cadre de son dispositif de soutien à la méthanisation et des engagements financiers des porteurs de projet.